

ASSEZ DE POLEMIQUE : LA SANTE EST L'AFFAIRE DE TOUS

Suite aux articles tracts et courriers dont le CODEPROD a fait l'objet ces derniers jours, il nous paraît difficile de rester silencieux.

Une première mise au point s'impose : non le CODEPROD ne cautionne pas la suppression de 130 postes à l'hôpital et notre expression a toujours été claire à ce sujet : supprimer des postes, en dehors de l'aspect humain dramatique dans un bassin d'emploi déjà sinistré, c'est aussi remettre en cause, à terme, la qualité des soins pour les patients, ce que nous n'accepterons jamais.

Faire reprendre à notre compte les propos tenus par l'Administratrice de l'Hôpital relève d'une manipulation dans laquelle ni les usagers ni les personnels du centre hospitalier ne se laisseront prendre.

Par contre, nous continuerons à soutenir et à nous féliciter de toute mesure qui nous semblera aller dans le bon sens, d'où qu'elle vienne.

Il est un peu fort de nous traiter de girouette alors que nous n'avons eu de cesse de dénoncer la casse systématique de notre hôpital en nous élevant entre autre contre le GCS de Cardiologie avec le groupe privé Vitalia dont l'issue était prévisible. Il n'y eut que peu de voix, à l'époque pour s'opposer à ce projet tant prôné par le Maire et toute la Direction de l'hôpital. Nous avons aussi participé aux actions pour garder une Cardiologie sur l'établissement, mobilisé la population, en faisant des propositions constructives allant dans le sens de l'accès aux soins pour tous dont seul l'hôpital est garant, ce qui est notre unique objectif.

Nous tenons à rappeler que nous sommes une association d'usagers de l'hôpital public, association agréée par le Ministère de la Santé, ouverte à toutes celles et tous ceux qui ont à cœur de défendre des soins de qualité partout et pour tous, dans la proximité. **Nous avons besoin de tout le monde** dans un contexte où la santé publique continue à être mise à mal.

Elus, partis politiques, organisations syndicales, chacun a sa propre ligne de conduite : nous avons aussi la nôtre.

Aujourd'hui où il est exigé des hôpitaux 400 millions d'Euros d'économies qui seront, à coup sur, réalisées sur le dos des personnels, aujourd'hui où l'on ferme des services d'urgence et des maternités, où près d'un tiers de la population a renoncé aux soins par manque de moyens, plus que jamais l'hôpital public doit être défendu et le CODEPROD prend et prendra toute sa place dans cette bataille.